

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 23/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL SEPE LE CAYROL

Monsieur Emmanuel REY
Technoparc, bâtiment 4
1 impasse Marcel Chalard
31100 Toulouse

Références : 81-CRARC-2024-121

Code AIOT : 0003701624

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2024 dans l'établissement SARL SEPE LE CAYROL implanté Lieu-dit Le Cayrol 81320 Murat-sur-Vèbre. L'inspection a été annoncée le 18/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le parc éolien SEPE LE CAYROL est en cours de construction. Les travaux de construction ont démarré le 16 septembre 2024. L'inspection des installations classées a effectué un contrôle du chantier afin de vérifier notamment certaines des prescriptions relatives au chantier dont celles relatives aux mesures de compensation.

La société ALTIFAUNE a été mandatée par la société OSTWIND pour le suivi environnemental. Les écologues d'ALTIFAUNE étaient présents lors de la visite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL SEPE LE CAYROL
- Lieu-dit Le Cayrol 81320 Murat-sur-Vèbre
- Code AIOT : 0003701624
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SEPE LE CAYROL, filiale d'OSTWIND a été autorisée par arrêté préfectoral du 29 novembre 2021 à exploiter 3 éoliennes d'une puissance unitaire de 3 MW sur la commune de MURAT-SUR-VEBRE dans le département du Tarn. La construction a débuté le 16 septembre 2024. La société OSTWIND deviendra ENGIE GREEN au 1er janvier 2025.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Données techniques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2 > I.	Sans objet
2	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
3	Phase travaux	Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article II-3.2	Sans objet
4	Défrichement	Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article II-3.3	Sans objet
5	Préparation du chantier	Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article II-3.4	Sans objet
6	Préparation du chantier	Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article II-3.5 1)	Sans objet
7	Préparation du chantier	Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article II-3.5 2)	Sans objet
8	Préparation du chantier	Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article II-3.5 4)	Sans objet
9	Préparation du chantier	Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article II-3.5 5)	Sans objet
10	Préparation du chantier	Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article II-3.5 6)	Sans objet
11	Biodiversité	Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article III-2.2.1 1)	Sans objet
12	Biodiversité	Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article III-3.1	Sans objet
13	Biodiversité	Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article III-3.2	Sans objet
14	Biodiversité	Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article III-3.3	Sans objet
15	Biodiversité	Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article III-3.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate :

- que les mesures de protection de l'environnement en phase chantier sont respectées et que les mesures de compensation sont en place,
- que les documents prévus dans l'arrêté d'autorisation en amont de la construction ont été transmis dans les délais.

Cette première inspection est satisfaisante.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Données techniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration Oreol
Prescription contrôlée : Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.
Constats : L'exploitant a renseigné dans la base de données Oreol les données techniques concernant les futurs aérogénérateurs. Toutefois, lors de l'inspection, la date de déclaration d'ouverture du chantier de construction n'avait pas été indiquée par l'exploitant. L'exploitant a informé l'inspection le 15 novembre 2024, avoir mis à jour ces données. L'inspection constate que la base de données Oreol est correctement renseignée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : L'inspection s'est rendue sur les lieux de construction des futurs aérogénérateurs et a constaté que les voies d'accès sont carrossables et entretenues.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Phase travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article II-3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Périmètre du chantier
Prescription contrôlée : Afin de réduire l'impact de l'emprise au sol du parc éolien, la superficie totale de ce périmètre des travaux, définie ci-dessus, doit être limité au strict nécessaire tel qu'évalué dans l'étude d'impact. Cette évaluation n'intègre pas la superficie de tous les chemins mais uniquement ceux créés ou élargis. L'évaluation précise et justifiée de cette superficie est transmise à l'inspecteur de la DREAL lors de la transmission du planning des travaux.
Constats : L'exploitant a transmis le 3 septembre 2024 à la DREAL un courrier comportant un plan de masse du chantier et précisant la superficie totale des travaux. Cette superficie correspond à la zone défrichée et autorisée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation qui s'élève à 2,621 hectares. La visite d'inspection ayant eu lieu la semaine 45, le défrichement était terminé et l'exploitant a débuté la phase de terrassement. L'inspection constate que le périmètre des travaux correspond au plan transmis et à l'étude d'impact.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Défrichement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article II-3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Défrichement
Prescription contrôlée : Afin de préserver les espèces, les travaux de défrichement (si nécessaire) sont autorisés uniquement entre le 15 septembre et le 31 octobre. [...] En phase chantier, la réalisation des travaux de débroussaillage, de déboisement et de coupes d'arbres s'effectue strictement entre mi-septembre et octobre. Les arbres abattus seront laissés tranquilles sur site pendant 24h avant d'être évacués.
Constats : L'exploitant a indiqué que le défrichement a eu lieu du 15 septembre 2024 au 3 octobre 2024 et que les arbres étaient laissés sur site minimum 24 h avant d'être évacués. L'exploitant a présenté le rapport de l'écologue Altifaune. Lors de sa visite du 19 septembre 2024, l'écologue indique " <i>Le défrichement a commencé le lundi 16 septembre (semaine 38), il devrait se terminer d'ici la fin de la semaine. Le broyage des rémanents et l'évacuation des grumes sera réalisé durant la semaine 39.</i> " Lors de sa visite du 4 octobre 2024, l'écologue indique " <i>Le défrichement a été réalisé sur l'ensemble des plateformes. Le broyage, l'extraction des souches et l'évacuation des rémanents a été réalisé également.</i> "
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Préparation du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article II-3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de préparation et d'encadrement du chantier
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant utilise des documents de planification environnementale de travaux dans le cadre de la procédure de marché public et son suivi de chantier : par exemple la notice de respect de l'environnement, le schéma d'organisation de la protection et du respect de l'environnement, le plan de respect de l'environnement ou plan d'assurance environnement ou autre documents équivalents.</p> <p>Ces documents doivent être élaborés à partir des enjeux et mesures relevées dans les études environnementales préalables au projet et spécifier notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- le contexte environnemental du projet- la situation géographique de zones à risques ou à enjeux ;- les exigences du maître d'ouvrage et du projet auprès de ou des entreprises ;- l'organisation générale du chantier,- les points critiques pour l'environnement du chantier, et les mesures attendues ;- l'ensemble des prescriptions réglementaires applicables au projet.- les moyens de lutte contre la pollution,- le schéma d'intervention et de moyens déployés en cas de pollution accidentelle,- le plan de circulation des engins,- la gestion et le suivi de l'élimination des déchets relatifs au chantier (élimination via les filières dédiées autorisées...),- les moyens de lutte contre les espèces envahissantes pendant et en fin de chantier et excluant l'emploi de préparation phytosanitaires,- les moyens de sensibilisation, formation, de contrôle interne- les objectifs et les moyens de remise en état du site incluant le réemploi des terres végétales récupérées...). <p>Ces documents doivent pouvoir être révisés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, ceci afin de refléter la réalité de la conduite des travaux et d'adapter les bonnes pratiques environnementales aux questions techniques soulevées et aux éventuels nouveaux risques identifiés découlant de l'évolution du chantier.</p> <p>L'accompagnement des différentes phases de chantier sera réalisé, aux frais de l'exploitant, par un bureau d'études (écologue...) chargé notamment de coordonner le chantier sous l'angle environnemental (flore, faune, déchets, prévention des pollutions...) et de vérifier la mise en œuvre des prescriptions prévues par les documents de planification environnementale .</p> <p>Ces documents doivent être transmis sur demande de l'inspecteur de la DREAL.</p>
Constats : <p>L'exploitant a présenté le "Plan général de coordination pour la protection de l'environnement et rapport de suivi écologique du chantier" du 10 juin 2024, établi et mis à jour régulièrement par l'écologue Altifaune.</p> <p>Ce plan contient notamment les enjeux du site, les plans de circulation, des modèles de fiches incidents.</p> <p>L'inspection constate que la version présentée par l'exploitant le jour de l'inspection reflète l'état d'avancement des travaux.</p>

<p>Des panneaux à l'entrée de la base vie (partagée avec le chantier éolien voisin exploité par ENGIE GREEN), sont disponibles en plusieurs langues et rappelle également aux intervenants les actions à suivre en cas d'incident.</p> <p>Une plaquette rappelant les incontournables de la sécurité est également distribuée à chaque intervenant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Préparation du chantier

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article II-3.5 1)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Balisage des stations à protéger</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un écologue intervient pour baliser toutes les stations d'espèces protégées repérées en amont notamment. Des mesures spécifiques de préservation environnementale peuvent à ce stade être rajoutées dans les documents de planification environnementale de travaux. Une cartographie lisible des zones balisées doit être disponible sur demande de l'inspecteur de la DREAL pendant toute la durée du chantier ainsi que les zones prévues pour le stockage du matériel, le dépôt des matériaux, le poste de livraison et les plateformes de manutention.</p> <p>Les prestataires de travaux et les équipes de l'entreprise doivent être responsabilisés au strict respect de ce balisage qui doit être robuste (résistance au vent) et permettre la mise en défens de tous les milieux naturels et espèces protégées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'écologue d'Altifaune a indiqué à l'inspection qu'il n'y a pas de station d'espèces protégées repérées sur le site.</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un balisage autour de la lande éricacées que l'exploitant a réalisé et autour d'une hêtraie proche de la base vie.</p> <p>L'inspection a constaté que les balisages, les stockages ou encore la réserve d'eau incendie pour le chantier sont reportés sur des cartographies.</p> <p>L'inspection a constaté que le balisage est robuste, il est constitué de la même matière que les enclos électriques des chevaux et est coloré. Ce type de balisage résiste au vent.</p> <p>Les prestataires sont responsabilisés au strict respect du balisage, par des formations, des "quizz" et autres rappels qui sont organisés régulièrement par l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Préparation du chantier

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article II-3.5 2)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Circulation des engins</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires (balisage robuste par un écologue, sensibilisation, formation, contrôle...) pour s'assurer que les engins de travaux ne stationnent et ne circulent pas en dehors des voies ouvertes à la circulation, afin d'éviter le tassement du sol et la destruction d'espèces. Ils devront circuler uniquement sur les chemins d'accès et les zones</p>

spécialement aménagées (aires de levage,...). La vitesse de circulation des véhicules de chantier sur les pistes est limitée à 30 km/h afin de réduire le risque de collision, la production de poussière et la pollution sonore. Le déplacement des engins devront éviter les chemins identifiés comme à enjeux pour les amphibiens et les reptiles. Cette mesure sera incluse et détaillée dans le cahier des charges de consultation des entreprises.

Constats :

L'inspection constate que l'ensemble du chantier est balisé. L'inspection a constaté la présence de panneaux limitant la vitesse des engins de chantier à 30 km/h.

L'exploitant a indiqué que sont organisées à chaque démarrage de lots de travaux des réunions de chantier contenant notamment le rappel des consignes de cet article, ainsi que toutes les semaines, des réunions thématiques (sécurité, environnement, ...). La dernière en date du 22 octobre 2024 consistait notamment à un exercice d'utilisation des kits anti-pollution.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Préparation du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article II-3.5 4)

Thème(s) : Risques accidentels, Fondations

Prescription contrôlée :

Afin d'éviter tout impact potentiel en phase chantier sur les eaux superficielles et souterraines (laitance de béton...) lié notamment à la mise en œuvre de fondations plus profondes et/ou de travaux de renforcement non habituels des sols..., l'exploitant doit transmettre un porter à connaissance conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement si les conclusions de l'étude géotechnique réalisée pour créer les fondations des aérogénérateurs du parc éolien du Cayrol montre la nécessité de mettre en œuvre des fondations plus impactantes que celles présentées dans le dossier de demande d'autorisation déposé le 22 décembre 2017. Ce porter-à connaissance comprend à minima :

- l'impact sur la géologie,
- l'impact sur l'hydrogéologie et les eaux souterraines,
- l'impact sur la santé,
- le cas échéant, le respect de la conformité à l'arrêté préfectoral relatifs aux captages en alimentation en eau potable (AEP) potentiellement concernés.

Au cours du chantier, le décapage de la terre se fera de façon sélective en évitant le mélange avec les couches stériles sous-jacentes. Elle sera utilisée pour recouvrir les fondations des éoliennes, les tranchées de raccordement au réseau électrique... Pour toutes les surfaces décapées, la couche humifère sera conservée séparément en andains non compactés (stockés en tas de moins de 2 mètres de hauteur) pour une réutilisation en fin de travaux lors de la remise en état des terrains. Les éventuels volumes de terre végétale non réutilisés seront évacués vers un centre de stockage dûment autorisé.

Le terrassement des tranchées pour les liaisons électriques enterrées se fera selon les étapes suivantes :

- décapage et mise en dépôt de la terre végétale,
- remblayage et compactage des tranchées avec les matériaux extraits,
- épandage sans bourrelet de la terre végétale,
- évacuation des matériaux en excès.

Les zones de stockage de la terre excavée sont implantées dans le périmètre du chantier, ne doivent présenter aucun intérêt écologique et être suffisamment éloignées de toute zone humide. La cartographie des différents volumes stockés ou à stocker devra être disponible sur demande de l'inspecteur de la DREAL pendant toute la durée du chantier. Les apports de terres extérieures au site sont interdits sauf à démontrer l'absence de risques de propagation d'espèces envahissantes. Les ornières et flaques d'eau seront comblées avant le début des travaux. Ce comblement sera réalisé lorsque les amphibiens ne sont pas présents après vérification.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport initial de contrôle technique "génie civil" établi par le bureau Veritas le 3 avril 2024.

Les points examinés, notamment, la réalisation d'une étude géotechnique du site, la cohérence de l'étude de sols, les risques naturels connus ou soupçonnés, l'identification des sols, l'agressivité des sols et des eaux, le système préconisé de fondation et niveau d'assise et la déformation des sols compatible avec l'ouvrage comportent des avis favorables.

L'inspection constate que ce rapport ne montre pas la nécessité de mettre en œuvre des fondations plus contraignantes que celles présentées dans le dossier de demande d'autorisation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Préparation du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article II-3.5 5)

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre la pollution

Prescription contrôlée :

Des mesures de prévention sont prises pour réduire les risques potentiels de pollution des eaux, notamment des eaux souterraines :

- utilisation d'engins de chantier et de camions aux normes en vigueur et régulièrement entretenus;
- mise en place de barrières à l'entrée des PPI (Périmètre de Protection Immédiate) des captages d'eau ;
- mise à disposition de kits anti-pollution;
- pose de membrane pour les zones de nettoyage des toupies;
- entretien des véhicules réalisé sur une aire de rétention étanche installée sur le chantier ou en atelier à l'extérieur,
- stockage des produits potentiellement polluants sur rétention conformément à la réglementation,
- stockage des déchets de chantier potentiellement polluants sur rétention et évacuation dans des filières dûment autorisées.
- mise en forme de la chaussée, des voies d'accès réaménagées et créées, ainsi que des plates-formes, afin de présenter une faible pente opposée au sens d'écoulement naturel des eaux et de créer ainsi un léger merlon en point haut,
- interdiction durant les travaux de créer des tranchées dans les fondations de la plate-forme permettant les écoulements de laitance de béton dans l'environnement proche.
- création de fossés enherbés le long de la piste d'accès et du côté le plus bas de la voie créée ainsi que sur les plate-formes,
- aménagement des fossés permettant un écoulement libre, sans contre-pente et sans zones de

<p>stagnation des eaux et en évitant les rejets vers les PPI,</p> <ul style="list-style-type: none"> • installation si nécessaire d'un ou des bassin(s) de décantation et de traitement des eaux au point bas de chaque côté du cours d'eau avant rejet dans le milieu naturel. Ces bassins supprimés en fin de chantier (remplissage de terre végétale ou autre remblai) permettront d'éviter le rejet dans le ruisseau de fines transportées par les camions. <p>Dans le cadre de travaux notamment de voies d'accès, si le périmètre de captage du Cayrol (à 100 mètres de l'éolienne E4) devait être traversé, l'avis de l'ARS est exigé après réalisation d'une étude particulière de ces travaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que les mesures de prévention sont décrites dans le plan général de coordination pour la protection de l'environnement et rapport de suivi écologique du chantier. Lors de la visite, deux tombereaux et un tractopelle étaient présents. L'inspection a arrêté le chantier et a vérifié par sondage, sur le tombereau articulé de la marque Bell B30e qu'un kit anti pollution était présent et complet. L'inspection a également constaté que le conducteur de l'engin était formé et savait utiliser ce kit anti pollution.</p> <p>L'exploitant a indiqué que lors de la phase du coulage des fondations, des bennes étanches pour le nettoyage des toupies étaient prévues, cette mesure étant plus protectrice que la pose de membranes.</p> <p>Concernant le périmètre du captage du Cayrol, le projet contenait initialement une quatrième éolienne. Avec la suppression de celle-ci, le périmètre de captage n'est plus traversé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Préparation du chantier

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article II-3.5 6)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Suivi du chantier</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un bureau d'études ou une association compétents sur les thématiques suivantes : flore, faune terrestre, chiroptères, avifaune et suivi de chantier, sont mandatés par l'exploitant, pour assurer la bonne mise en œuvre des mesures décrites ci-dessous. Ils ont pour mission de vérifier la mise en œuvre des mesures visant à protéger l'environnement par les prestataires de travaux ou les équipes de l'exploitant.</p> <p>Dans la suite du présent arrêté, ces bureaux d'études ou associations compétents sont désignés par le terme "intervenants".</p> <p>Les coordonnées de ces écologues seront mises à disposition de la DREAL Occitanie, dès leur désignation par l'exploitant, ainsi que le calendrier de leur intervention sur le chantier.</p> <p>Les suivis par les intervenants en phase chantier sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 passage, 10 jours avant le démarrage des travaux, afin de baliser les zones sensibles (gîtes potentiels, nids...) pour pouvoir informer et sensibiliser le personnel du chantier. Un rapport détaillant les observations et proposant des recommandations sera transmis à l'exploitant une semaine avant le démarrage des travaux et tenu à disposition de l'inspecteur de la DREAL; - une périodicité hebdomadaire durant les phases de libération des emprises et de construction. <p>Chaque passage fera l'objet d'un rapport de constat et de recommandations qui sera transmis à</p>

<p>l'exploitant dans un délai maximum de trois jours après intervention et tenu à disposition de l'inspecteur de la DREAL. En cas de phase critique de chantier, les écologues devront être présents sur toute la durée de cette phase.</p> <p>Dans le cas où une espèce protégée était repérée alors qu'elle n'a pas été préalablement identifiée dans l'étude d'impact ou si un problème sur l'environnement était soulevé lors de ces suivis, les intervenants informent et fournissent immédiatement des solutions à l'exploitant qui lui-même communique dans un délai de 24h maximum les éléments à l'inspecteur de la DREAL Occitanie.</p> <p>Un rapport de suivi de la réalisation de l'ensemble du chantier établi par les intervenants est transmis à l'inspection de la DREAL en fin de travaux. Ce document justifie la conformité des travaux aux documents de planification environnementale, à l'étude d'impacts (mesures proposées...), aux prescriptions du présent arrêté préfectoral et à la réglementation en vigueur pour les différentes étapes du chantier de construction ou de démantèlement du parc éolien.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que l'écologue Altifaune réalise une information et une sensibilisation du personnel à chaque démarrage de lots de travaux.</p> <p>Altifaune effectue également un passage chaque semaine lorsque des travaux sont en cours et prévoit de réaliser un passage par mois en l'absence de travaux.</p> <p>Sur le rapport de suivi écologique en date du 5 novembre 2024, l'inspection constate que l'écologue a effectué des visites préalables le 16/05/2024, 19/08/2024 et 04/09/2024 ainsi que des visites de chantier le 19/09/2024, 24/09/2024, 04/10/2024, 10/10/2024, 18/10/2024, 25/10/2024 et le 31/10/2024. Des comptes-rendus sont dans ce rapport.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Biodiversité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article III-2.2.1 1)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Recherche de gîtes à chiroptères</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant le début des travaux, un passage de chirotériologues cordistes sera réalisé, afin de vérifier de façon exhaustive que chacun des arbres de la zone d'emprise des travaux voué à être abattu ne présente pas de cavité utilisée comme gîte pour les chiroptères. L'occupation des cavités sera systématiquement vérifiée à l'aide d'un endoscope. En cas de non occupation la cavité sera bouchée pour éviter toute occupation ultérieure. En cas d'occupation, l'arbre sera balisé, non coupé lors des travaux et un écologue assurera en lien avec le chef du chantier une future coupe non impactante pour les individus.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que dans son rapport, l'écologue indique que <i>"Lors du passage du 19/08/2024, un contrôle des arbres a été effectué à l'aide d'une caméra thermique. Aucune potentialité pour les chiroptères et pour l'avifaune n'a été identifiée. Cela s'explique par le fait qu'il s'agit d'un jeune peuplement dont les essences ne sont pas propices au développement de cavités. Le contrôle des arbres n'a pas nécessité l'intervention d'un cordiste car aucune cavité n'a été</i></p>

détectée. Il en est de même concernant l'usage d'un endoscope, qui est utilisé seulement pour vérifier si les cavités sont occupées par des chiroptères."

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article III-3.1

Thème(s) : Autre, Création/reconstitution d'une lande à éricacées

Prescription contrôlée :

Dans le cadre du projet de parc éolien du Cayrol, une lande à éricacées, habitat d'intérêt communautaire, d'une surface d'environ 1200 m² a été détruite pour la pose du mât de mesure. Afin de compenser cette destruction de cette lande à éricacées, le porteur de projet créera sur environ 2400 m² une zone transformée en lande à éricacées.

La lande sera localisée sur la parcelle N°90, Section B de la commune de Murat-sur-Vèbre. La commune et son gestionnaire, l'ONF, acceptent la localisation de cette mesure. Cette parcelle est localisée à plus de 7,9 kilomètres au nord-ouest du projet.

L'exploitant devra impérativement transmettre à la DREAL 6 mois avant le début des travaux le choix exact des parcelles, ainsi que leur localisation, accompagné du mode de gestion définitif. La compensation devra être effective dès le début des travaux.

Constats :

L'exploitant a transmis le plan de gestion des mesures compensatoires à la DREAL le 25 mars 2024.

L'exploitant a créé une lande à éricacées de 2400 m² sur la parcelle J652, où se trouvait le mât de mesures. Dans son rapport du 22/03/2024 relatif à la mise en œuvre des mesures compensatoires, l'écologue Altifaune justifie son choix de créer cette lande sur la parcelle sur laquelle se trouvait le mât de mesures à la place de la parcelle B90 prévue dans l'arrêté : *"En raison de l'absence d'éricacées sur la parcelle B90 initialement prévue pour la mesure et sur son pourtour immédiat, cette dernière apparaît a priori peu favorable à la bonne réalisation de la mesure. En effet, en l'absence de banque de graine adaptée dans le sol, un semis à partir de graines extérieures serait à prévoir. Par conséquent, la parcelle B90 sera gérée de la même manière que la parcelle B89 adjacente, utilisée pour la mesure compensatoire "Création et préservation de milieux ouverts favorables à l'alimentation et la nidifications des rapaces" (MC4).*

Dans l'objectif de l'absence de perte de landes à éricacées, il est préférable d'entreprendre cette mesure sur la parcelle du mât de mesure. Lors de l'installation de ce dernier, la lande a été fortement impactée, notamment par le décapage superficiel et la mise en bourrelets périphériques du sol contenant la banque de graines.

Cette opération permettrait de reconstituer une lande à éricacées à un endroit où elle était présente. Les chances de réussite à court terme sont donc bien plus fortes."

L'inspection considère que le choix de la parcelle pour réaliser cette mesure est justifié. L'inspection a constaté la mise en place effective de cette mesure. La zone est entièrement balisée afin que les intervenants du chantier l'évitent.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article III-3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en place d'un îlot de sénescence
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le porteur de projet créera sur 5 ha un îlot de sénescence localisé sur la parcelle N°607, Section OH de la commune de Murat-sur-Vèbre, dans un boisement de feuillus.</p> <p>Cette mesure sera effective à minima pendant toute la durée d'exploitation du parc éolien.</p> <p>L'exploitant devra impérativement transmettre à la DREAL 6 mois avant le début des travaux le choix exact des parcelles, ainsi que leur localisation, accompagné du mode de gestion définitif.</p> <p>La compensation devra être effective dès le début des travaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le plan de gestion des mesures compensatoires à la DREAL le 25 mars 2024.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection avoir créé un îlot de sénescence sur la parcelle H607 d'une superficie de 50 000 m².</p> <p>L'inspection a consulté le rapport de l'écologue sur cette mesure. L'inspection note également que l'exploitant a créé en plus 10 gîtes et 10 nichoirs afin de renforcer les capacités d'accueil.</p> <p>L'inspection a également consulté le bail relatif à cette parcelle et note que la maîtrise foncière est assurée pendant la durée d'exploitation du parc.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article III-3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Création d'une mare
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le porteur de projet mettra en place une mare favorable aux amphibiens présents sur l'aire d'étude immédiate et à proximité. La superficie de cette mare sera de 100 m². Cette mare sera déconnectée du réseau routier et implantée à l'emplacement du mât de mesure utilisé pour l'étude des chiroptères en altitude.</p> <p>La compensation devra être mise en place dès le début des travaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la création de 3 mares d'une surface totale supérieure à 100 m².</p> <p>L'inspection a également constaté que l'exploitant avait ajouté autour de ces mares des abris comme des souches et des pierriers provenant du site, favorables aux amphibiens.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2021, article III-3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Création et préservation de milieux ouverts

Prescription contrôlée :

Le porteur de projet permettra la conservation et la gestion des landes sèches sur une superficie de 10 ha.

Cette mesure sera effective à minima pendant toute la durée d'exploitation du parc éolien.

L'exploitant devra impérativement transmettre à la DREAL 6 mois avant le début des travaux le choix exact des parcelles, ainsi que leur localisation, accompagné du mode de gestion définitif.

La compensation devra être effective dès le début des travaux.

Constats :

L'exploitant a transmis le plan de gestion des mesures compensatoires à la DREAL le 25 mars 2024.

L'inspection constate que les landes sèches représentent une superficie d'environ 11 ha.

L'inspection constate que l'écologue Altifaune a mis en place, par parcelles, des mesures permettant la conservation et la gestion de ces milieux ouverts par exemple le contrôle de la repousse de pruneliers et de ronciers, la mise en place d'une placette témoin ou encore des suivis de la végétation par drone pour les parcelles difficiles d'accès.

Type de suites proposées : Sans suite